



*Bulletin de Justice N° 92 du mois d'avril 2026*

*BURUNDI - UNION AFRICAINE*

## *LA PRESIDENCE DE L'UNION AFRICAINE PAR LE BURUNDI*

*Enjeux, défis et perspectives ... Entretien avec l'Ambassadeur Jean Mfasoni*



- *A gauche* : Remise et reprise entre le président E.Ndayishimiye et son homologue angolais João Lourenço à Addis Abeba
- *En haut à droite* : Image illustrant l'atmosphère festive à Bujumbura au retour du couple présidentiel au retour d'Addis Abeba
- *En bas à droite*: L'Ambassadeur Jean Mfasoni qui s'est entretenu avec la rédaction

*Le Président burundais, Évariste Ndayishimiye, a accédé à la présidence tournante de l'Union africaine pour l'année 2026, lors de la 39<sup>e</sup> session ordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de l'UA, qui a eu lieu les 15 et 16 février 2026, à Addis-Abeba en Ethiopie.*

*Il a succédé à son homologue angolais, João Lourenço et c'est la première fois que la présidence de l'organisation panafricaine est accordée au Burundi depuis sa création en 1963. L'élection du président burundais s'inscrit dans le principe de rotation régionale de l'UA.*

*De retour au Burundi, Evariste Ndayishimiye et son épouse ont été accueillis triomphalement à l'aéroport de Bujumbura par une foule enthousiaste. Des milliers de Burundais, y compris des élèves et des fonctionnaires ont été mobilisés et déversés dans les rues pour accueillir le Chef de l'Etat. C'est dans cette ambiance euphorique que Ndayishimiye a souligné dans les médias que parmi ses priorités, en tant que président de l'UA, figurent la promotion de la paix et de la sécurité sur le continent, particulièrement dans des régions instables.*

*Cependant, cette atmosphère festive masquait d'autres réalités préoccupantes exprimées dans divers milieux, quant à la capacité du pays à assumer un rôle efficace à la présidence de l'U.A., compte tenu de la limitation de ses ressources, de l'implication de l'armée burundaise dans le conflit en République démocratique du Congo et des défis internes liés à l'unité nationale, à la réconciliation et au respect des droits humains.*

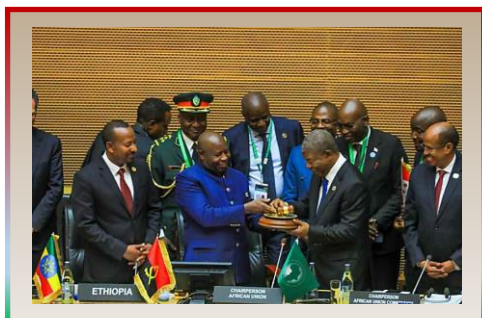
*Bien plus, le scepticisme sur le mandat du Burundi aux commandes de l'Union africaine a été accru par un incident créé le 2 mars 2026 par Evariste Ndayishimiye lui-même, en proposant unilatéralement l'ancien président du Sénégal, Macky Sall, au poste de Secrétaire général de l'ONU par « la procédure du silence », une candidature aussitôt rejetée par l'U.A. et le Sénégal, son propre pays.*

*Afin de mieux comprendre les enjeux, les défis et les perspectives liés à la présidence de l'Union africaine par le Burundi, la rédaction a sollicité l'Ambassadeur burundais Jean Mfasoni, expert et spécialiste des organisations internationales. Pendant de près de 40 ans de carrière, Jean Mfasoni occupé de hautes fonctions à l'OUA/UA dans plusieurs domaines où son expertise a été mise à contribution. La rédaction du Bulletin de Justice lui exprime sa profonde gratitude pour avoir accepté son invitation.*

*Ainsi, la première partie de la présente édition revient au message livré à l'opinion burundaise par le président E. Ndayishimiye sur ses priorités à la tête de l'Union africaine, au retour d'Addis-Abeba, le 17 février 2026, dans une ambiance de fête nationale. La seconde partie aborde les controverses suscitées par l'élection du Burundi à la présidence de l'Union africaine tandis que la troisième partie, suivie d'une conclusion, est consacrée à l'analyse de l'Ambassadeur Jean Mfasoni sur les enjeux, les défis et les perspectives pour le Burundi, à travers l'interview qu'il a accordé à la rédaction.*

**La Rédaction**

## « Des priorités de grande ampleur » annoncées à Bujumbura par Evariste Ndayishimiye dans une ambiance hautement festive



Le Président burundais, Évariste Ndayishimiye, a accédé à la présidence tournante de l'Union africaine pour l'année 2026, lors de la 39<sup>e</sup> session ordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de l'UA, qui a eu lieu respectivement le 15 et le 16 février 2026, à Addis-Abeba en Ethiopie. Il a succédé à son homologue angolais, João Lourenço (*photo ci-contre*). L'élection du président burundais s'inscrit dans le principe de rotation régionale de l'UA.

A son retour d'Addis-Abeba, le président Evariste Ndayishimiye a annoncé, le 17 février 2026, à l'opinion nationale que les priorités de son mandat à la tête de l'Union africaine portent sur « *la promotion de la paix et de la sécurité sur le continent. Il a cité en particulier les situations préoccupantes dans la région du Sahel, en République Centrafricaine, en République Démocratique du Congo, en Somalie et au Soudan, soulignant aussi la nécessité d'une mobilisation collective pour favoriser le retour à la stabilité* ». <sup>1</sup> Il a recommandé à la population burundaise de rester un exemple pour les peuples africains, notamment « *dans le domaine de la consolidation de la paix, rappelant que le Burundi a su surmonter de nombreux défis et s'engager fermement sur la voie de la stabilité et de la cohésion nationale* ». Il a en outre souligné que la conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de l'Union Africaine a mis en avant la nécessité d'assurer un accès durable à l'eau potable et à des systèmes d'assainissement fiables, conformément aux objectifs de l'Agenda 2063.



Cette annonce a été faite dans une ambiance hautement festive où une foule nombreuse avait été mobilisée pour témoigner son attachement et sa fierté.

Des pagnes ont été étendus sur son parcours (*photo ci-contre*) tandis que tambours et fanfares résonnaient, témoignant de l'admiration et du soutien du peuple envers le Chef de l'Etat Burundais. « *Les cortèges, les chants et les danses ont rythmé une ferveur populaire rarement observée dans le pays. Pour permettre une participation massive, de nombreuses écoles et bureaux de l'administration publique ont été fermés. Élèves, enseignants, fonctionnaires et militants se sont joints à la foule, donnant à la*

*cérémonie une dimension quasi unanime* ». <sup>2</sup>

<sup>1</sup> Présidence du Burundi, op.cit.

<sup>2</sup> RADIO BEROYA FM, 17 février 2026, **Bujumbura en liesse pour accueillir Évariste Ndayishimiye, nouveau président en exercice de l'Union africaine**, Lien : <https://beroyafm.net/bujumbura-en-liesse-pour-accueillir-evariste-ndayishimiye-nouveau-president-en-exercice-de-lunion-africaine/>

L'accession à ce poste est régie par le principe de rotation régionale en vertu de l'article 6 (4) de l'Acte constitutif de l'UA. C'est en tant que représentant de la région d'Afrique centrale que le Burundi a été élu.<sup>3</sup>

## **Un mandat à la présidence de l'UA sujet à controverses**

---

L'accession à la présidence de l'Union Africaine par le Burundi a fait l'objet de controverses au sujet de ses moyens limités pour mener efficacement l'action de l'UA, de sa capacité à assurer la médiation des conflits régionaux et de ses propres défis en lien avec l'unité et la réconciliation nationale.

Selon l'Institut d'étude et de sécurité, l'ISS Africa, certains observateurs s'interrogent sur la capacité du Burundi de mener efficacement l'action de l'UA dans un contexte de crise profonde du multilatéralisme continental et mondial.<sup>4</sup> Les données du Fonds Monétaire International, soulignent que l'inflation a atteint 39 % sur les deux premiers mois de 2025. Pénuries de devises, tensions sur le marché parallèle du change (souvent appelé *marché noir des devises*) et contraintes d'importation pèsent lourdement sur l'activité économique. Pour 2026, l'inflation projetée est encore élevée (26,3 %), malgré une croissance attendue à 4,1 %.<sup>5</sup>

Ce diagnostic macroéconomique rejoint celui, plus structurel, de l'Indice de liberté économique 2025. Avec un score de 39,7 sur 100 ; le Burundi se classe 170e mondial sur 176 pays, et 44e sur 47 en Afrique subsaharienne, dans la catégorie des économies « réprimées ». La pauvreté multidimensionnelle au Burundi reste extrêmement élevée avec 75,1 % de la population selon le profil MPI (avec données d'enquête 2016/2017, publiées en 2023), ce qui traduit des privations simultanées en santé, éducation et conditions de vie.<sup>6</sup>

Quant à la priorité du président Ndayishimiye de promouvoir la paix et la sécurité sur le continent, un défi énorme persiste notamment en République Démocratique du Congo. En effet, au moment où le Burundi accédait officiellement à la présidence de l'UA, des combats violents dévastaient le Sud-Kivu sur les hauts plateaux des Minembwe où l'armée burundaise est directement impliquée

---

<sup>3</sup> IIS Africa, 08 avril 2026, **La présidence tournante de l'Union africaine sera-t-elle un succès pour le Burundi ?**  
Lien / <https://issafrica.org/pscreport/psc-insights/la-presidence-tournante-de-l-union-africaine-sera-t-elle-un-succes-pour-le-Burundi>

<sup>4</sup> IIS Africa, 08 avril 2026, **La présidence tournante de l'Union africaine sera-t-elle un succès pour le Burundi ?**  
Lien / <https://issafrica.org/pscreport/psc-insights/la-presidence-tournante-de-l-union-africaine-sera-t-elle-un-succes-pour-le-Burundi>

<sup>5</sup> Center for Development and Enterprise Great Lakes, **Le Burundi à la tête de l'Union Africaine: comment faire d'une tribune diplomatique un levier de transformation économique ?** Lien : <https://centrefordevelopmentgreatlakes.org/index.php/2026/02/18/le-burundi-a-la-tete-de-lunion-africaine-comment-faire-dune-tribune-diplomatique-un-levier-de-transformation-economique/>

<sup>6</sup> Ibidem

dans les opérations armées contre le groupe armé "Twirwaneho" allié à la rébellion de l' "Alliance Fleuve Congo" AFC-M23.

Selon RFI citant les sources locales, il s'agit « *de l'un des épisodes les plus violents enregistrés dans la zone depuis le début de l'année* ». <sup>7</sup> Dans ces combats, les FARDC, soutenues par des unités de l'armée burundaise et une coalition de miliciens Wazalendo, bénéficiaient d'un appui aérien important, notamment des drones d'attaque. En conséquence, plus de 200 000 civils ont fui la zone depuis le début du mois de février, selon la société civile de Fizi et des sources humanitaires. Des dizaines de maisons civiles auraient été détruites par des bombardements aériens dans cette zone majoritairement habitée par la communauté Banyamulenge. Des structures sanitaires, des écoles et des marchés ont également été contraints de fermer en raison des affrontements. <sup>8</sup>

Pour le médium congolais « Congo quotidien », La présidence par le Burundi de l'Union africaine en 2026 « *sera un test crucial, non seulement pour la crédibilité diplomatique de Bujumbura, mais aussi pour sa capacité à impulser une dynamique positive sur des dossiers aussi sensibles que la paix en RDC ou l'intégration économique via la Zone de libre-échange continentale africaine ZLECAf. L'Afrique observe désormais ce petit pays des Grands Lacs, attendant de voir s'il pourra traduire ses ambitions déclarées en actions tangibles pour le continent* ». <sup>9</sup>

Enfin, s'agissant de la recommandation du président Ndayishimiye appelant la population burundaise à rester un exemple pour les peuples africains, arguant que « *le Burundi a su surmonter de nombreux défis et s'engager fermement sur la voie de la stabilité et de la cohésion nationale* » son régime continue néanmoins de faire l'objet de critiques acerbes.

Ainsi, en date du 5 février 2026, le parti de l'opposition Mouvement pour la Solidarité et la Démocratie (MSD) a organisé un espace politique et citoyen consacré à la Charte de l'Unité nationale, à l'occasion de sa trente-cinquième commémoration depuis 1991.

D'après le parti Mouvement pour la solidarité et la démocratie (MSD) « *Depuis son arrivée au pouvoir en 2005, le CNDD-FDD a systématiquement détruit les fondements de la démocratie et de l'unité nationale, à travers : la confiscation du pouvoir et le refus de l'alternance démocratique ; la répression de l'opposition, avec arrestations arbitraires, exil forcé et intimidations, le musellement de la presse et de la société civile ; l'instrumentalisation de la justice et des forces de sécurité à des fins partisans ; la culture de l'impunité, qui banalise les violations des droits humains* » <sup>10</sup> Ces pratiques ont vidé de sens la notion même d'unité nationale, aujourd'hui réduite à un simple slogan au service de l'autoritarisme, a martelé le parti MSD.

---

<sup>7</sup> RFI, 23/02/2026, **RDC: de violents combats signalés entre l'armée et les combattants Twirwaneho au Sud-Kivu**, Lien : <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20260223-rdc-de-violents-combats-signal%C3%A9s-entre-l-arm%C3%A9e-et-les-combattants-twirwaneho-au-Sud-Kivu>

<sup>8</sup> ibidem

<sup>9</sup> Congo quotidien, 5 février 2026, **Burundi 2026 : Une présidence historique à l'Union africaine face aux défis des Grands Lacs**, Lien : <https://www.congoquotidien.com/2026/02/05/burundi-presidence-union-africaine-2026-priorites/>

<sup>10</sup> MSD, Charte de l'Unité nationale : **le MSD entre mémoire, dénonciation et engagement**, Lien : <http://www.msdburundi.org/2026/02/charte-de-lunite-nationale-le-msd-entre-memoire-denonciation-et-engagement/>

## Quels enjeux, défis et perspectives de la présidence de l'UA par le Burundi?

*L'Ambassadeur Jean Mfasoni réponds aux questions de la rédaction*



**Amb. Jean Mfasoni**

*L'Ambassadeur Jean Mfasoni est un citoyen Burundais, spécialiste de l'Administration publique et des Organisations internationales. Pendant près de 40 ans, Jean Mfasoni a assumé de hautes fonctions à l'OUA/UA dans plusieurs domaines où il est impliqué dont la coopération politique, la gestion des refuges, les partenariats stratégiques, le fonctionnement des institutions et coordination institutionnelle, la gestion des ressources humaines, la représentation diplomatique, etc.*

*Au cours de sa longue carrière, l'Ambassadeur Mfasoni a en particulier assumé les fonctions de Secrétaire général de la Commission de l'UA, de Directeur des Affaires politiques et des Conférences, de Directeur de Cabinet et de Conseiller spécial au cabinet du Président de la Commission de l'UA, de Représentant permanent de l'UA auprès de l'UE et des ACP.*

*L'Ambassadeur Mfasoni a publié ses mémoires sous forme d'un livre de 760 pages intitulé « Lève-toi et Marche, O Afrique bien-aimée : mon histoire passionnante de l'Union africaine ». Cet ouvrage retrace les différentes étapes traversées par l'OUA, devenue UA, à travers ses différentes présidences depuis sa création en 1963 jusqu'en 2021. A travers son récit, l'Ambassadeur Mfasoni revient également sur le parcours et l'évolution, de la quasi-totalité des 55 Etats membres de l'UA, en mettant en lumière leurs réalisations ainsi que leurs défis respectifs.*

***SDSTB: Le Burundi dispose-t-il des capacités nécessaires pour assurer une présidence crédible et efficace de l'UA?***

**Amb. Jean Mfasoni :** Comme tout autre Etat membre de l'UA, le Burundi a eu cette année ce rare privilège d'assumer la présidence tournante de l'UA pour une année de Février 2026 à Février 2027, la toute première fois dans son histoire depuis la création de l'OUA en 1963.

### ***Un test de crédibilité et d'efficacité dans la gestion des affaires publiques***

C'est une occasion unique pour le Burundi de se faire connaître au reste du continent et dans le monde dans tout ce que le Burundi sait faire de bien ainsi que d'agrandir le cercle de ses amis et sa coopération avec tous ses partenaires dans de nombreux secteurs.

D'un autre côté, une telle opportunité pourrait exposer le pays à la face du continent et du monde par rapport aux éventuels déficits de sa gouvernance, notamment dans le domaine du renforcement de l'unité et de la cohésion nationales, de la promotion de la solidarité africaine, du respect de

l'Etat de droit et des droits humains ainsi que de la lutte contre la corruption et les autres malversations économiques. Dans ce contexte, cette présidence apparaît comme un test de crédibilité et d'efficacité dans la gestion des affaires publiques.

### ***Le Burundi a certainement des atouts pour s'acquitter de cette noble mission***

---

Selon le principe de l'égalité des Etats consacré dans l'Acte constitutif de l'UA, le Burundi a certainement des atouts pour s'acquitter de cette noble mission. C'est en réalité une période courte qui revêt en grande partie pour le Burundi une intervention essentiellement symbolique et limitée dans la gestion des affaires de l'Organisation.

En effet, la Commission et tous les autres Organes et autres institutions de l'UA sont en charge de la gestion quotidienne de toutes les questions inscrites au programme annuel/pluriannuel de l'UA, dans le cadre de leurs compétences respectives. La Commission et les autres institutions de l'UA sont ainsi à la disposition du Président de l'Union, assisté par ses 4 Vice-présidents représentant ensemble les 5 régions de l'UA (Centre, Ouest, Est, Nord, Sud), dans leur qualité de membres du Bureau de la Conférence. De ce point de vue, aidé par ses diplomates qui doivent être suffisamment compétents, crédibles à l'international et expérimentés dans la gestion des grands dossiers de l'UA et du reste du monde, il devrait pouvoir **présider la collégialité des Chefs d'Etat et de gouvernement, dans l'entente, le consensus et le respect mutuel.**

La préoccupation essentielle étant que ce soit une présidence qui rassure tous les Etats membres dans tout ce qu'elle entreprend et toutes les initiatives qu'elle pourrait prendre, lui donnant ainsi la possibilité de pouvoir parler avec confiance avec tous, usant des principes de neutralité et d'équité envers toutes les parties, sans parti pris.

### ***En a-t-il les capacités pour une présidence crédible et efficace ?***

---

Le Burundi doit y mettre les moyens nécessaires pour une telle mission historique, à travers:

- *Une diplomatie africaine et internationale active et convaincante ;*
- *Un savoir-faire et une bonne maîtrise des règles et procédures et tous les dossiers importants et programmes cruciaux de l'UA ;*
- *Une expérience et une approche adaptées aux principaux défis rencontrés, (sans prendre parti manifeste par exemple dans les conflits qui assaillent malheureusement notre continent, notamment dans les crises des Grands-Lacs), en entretenant en particulier des rapports de bon voisinage dans son entourage ;*
- *Des ressources humaines et financières adéquates (avec disponibilisation de financements de certaines activités programmées pour réaliser les priorités qu'il se serait fixées pour l'année) ;*
- *Une capacité d'écoute, de tolérance et d'influence, sans toutefois dépasser les limites de la fonction telles que circonscrite dans l'article 16 du Règlement intérieur de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement. La Conférence est l'organe suprême de l'UA qui prend*

*toutes les décisions, soit par consensus ou, à défaut, par vote des deux-tiers des Etats membres. De ce fait, le Président préside la Conférence et veille à ce que les réunions se déroulent dans le bon ordre et dans le strict respect, de neutralité et de l'égalité de toutes les délégations.*

***Toutefois, l'incident du 2 mars 2026 est une grave erreur !***

---

On doit noter toutefois que le récent incident du 2 mars 2026 concernant la présentation ***de la candidature de l'ancien Président sénégalais au poste de Secrétaire général de l'ONU, sans consultation préalable des autres Etats membres et, en particulier du Conseil ministériel en charge de l'examen des candidatures africaines au sein du système international, a été une grave erreur.***

A mon avis, le recours à la procédure du silence, procédure à laquelle on recourt très rarement dans des circonstances tout à fait exceptionnelles, donnant 24 heures aux Etats membres d'accepter ou de refuser, n'était pas une procédure appropriée ni rassurante pour une telle question d'importance relative à la représentation du continent tout entier.

La vigilance et la sagesse auraient exigé que cette initiative soit soumise en temps voulu au Comité ministériel des candidatures au sein du système international qui s'était réuni en marge de la Conférence qui a porté le Président du Burundi à sa tête, quelques deux semaines auparavant. Cela devrait ainsi servir de leçon pour le reste du mandat de la Présidence de l'UA, aux fins du strict respect des règles et des procédures établies dans tous les domaines d'intervention de l'UA et ainsi sauvegarder et renforcer la confiance de tous les Etats membres et la cohésion interne au sein de l'UA.

***SDSTB : Dans quelle mesure la situation interne du Burundi influence-t-elle sa légitimité à la tête de l'UA?***

**Amb. Jean Mfasoni :** Naturellement, la situation interne du Burundi influence nécessairement sa légitimité à la tête de l'UA. En accédant à la présidence, tous les regards du Continent se tournent vers notre pays, dans le souci légitime des Africains en général et de notre région en particulier, de comprendre qui nous sommes et de quoi nous

sommes capables, de démontrer une exemplarité dans la gestion de nos populations et des affaires du pays, pour éventuellement émuler les autres Etats et partenaires dans ce que nous faisons de bien.

Mais ce regard porte également sur ce qui ne va pas bien, comme les déficits de gouvernance qui n'échapperaient certainement pas à tout observateur attentif. Ainsi tout mis ensemble, le Burundi sera jugé d'abord en tant que pays sur sa capacité à sauvegarder les valeurs d'unité et de cohésion de notre nation. Faute de cela, sa légitimité sera mise en doute, puisqu'on ne peut pas unir de plus grandes entités, à l'échelle régionale, continentale ou internationale, si on ne démontre pas d'abord une capacité visible sur le terrain d'unir son propre pays et peuple, ou même sa propre colline ou village ou famille, dans le même combat pour plus de justice et d'égalité pour tous, plus de cohésion sociale sans exclusion ni discrimination de tel ou tel autre groupe, plus de respect des

droits humains et de l'Etat de droit, des valeurs de démocratie, de bonne gouvernance, d'Ubuntu et d'Ubushingantahe, plus de détermination à combattre les fléaux de corruption, des détournements des fonds et biens publics et d'autres malversations économiques qui entravent le développement intégral de tout le pays.

De tels travers dans la gestion de la société, s'ils existent, sont des barrières imparables au développement intégral de la société toute entière et freinent inexorablement les aspirations à une Afrique unie, intégrée, prospère, en paix avec elle-même et avec les autres, s'exprimant d'une seule et même voix dans le concert des nations du monde, conformément aux aspirations de l'Agenda 2063. Dans ce cadre, l'adhésion aux valeurs communes africaines sont la voie sûre à suivre pour la réalisation de ces ambitions depuis les entités nationales jusqu'aux entités régionales et continentales, préalables pour mériter le respect des autres continents et autres puissances du monde.

A cet égard, le pays qui préside l'UA doit démontrer sa capacité à renforcer les aspirations de l'Agenda 2063 et ses projets phares dont l'intégration continentale, l'Accord de libre-échange continental, la libre circulation des personnes, des biens et des capitaux. A ce sujet, comme l'ont par ailleurs réclamé tous les évêques du Burundi et du Rwanda, l'ouverture des frontières, à commencer en particulier par celles entre les voisins. Le maintien de la fermeture des frontières avec le Rwanda par exemple peut faire douter de la volonté politique de notre pays à promouvoir le bon voisinage et l'intégration de nos économies au bénéfice de leurs populations respectives.

***SOSTB: Quels devraient être les priorités stratégiques du Burundi face aux principaux défis du Continent africain ?***

**Amb. Jean Mfasoni :** Face aux défis du continent africain, le Burundi devait s'inscrire dans la mise en œuvre du thème de l'année de sa présidence qui est de :

- ***Faire en sorte que la démocratie tienne ses promesses: restaurer la confiance du public et renforcer la résilience institutionnelle grâce aux partenariats régionaux en Afrique : Une fois de plus, l'engagement du Président de l'UA par rapport à de telles ambitions doit être exemplaire;***
- ***Faire taire les armes sur le continent à commencer par la région des Grands Lacs qui est assaillie de conflits multiples, en favorisant le dialogue inclusif entre tous les protagonistes, par le respect des accords déjà signés comme ceux de Washington et de Doha ainsi que des autres plateformes comme l'Accord-cadre d'Addis -Abeba du 24 février 2013 pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région. A cet égard, la neutralité du Burundi dans ce conflit pourrait favoriser la recherche de solutions à cette grave crise des Grands-Lacs dans l'intérêt général de tous les états membres et les populations concernées. A cet égard, l'impression créée lors de la présidence en exercice de l'EAC par le Burundi en 2022-2023 sur le manque de neutralité de la composante militaire du Burundi par rapport aux deux parties en conflit (RDC et AFC/M23), dans le cadre de l'EACRAF, doit être dissipée par une contribution positive pour le rapprochement et le dialogue sincère entre ces parties en conflit. Ceci nous ramènerait, même si ce sera difficile, une nouvelle confiance de toutes***

*ces parties, dans l'intérêt du retour de la paix dans une région qui est cruciale pour notre propre stabilité interne.*

- ***Plaidoyer pour la mise en œuvre graduelle de l'accord de libre-échange commercial continental et les infrastructures d'intégration en vue de l'intégration des économies africaines;***
- ***Pour tout le reste du mandat, veiller à renforcer le dialogue, la concertation, la cohésion, sans parti pris, afin de renforcer une seule et forte voie et la crédibilité de l'Afrique dans le concert des nations.***

***SOSTB: Quels sont les principaux enjeux, risques et opportunités liés à cette présidence pour le Burundi aux niveaux régional et international ?***

**Amb. Jean Mfasoni : Enjeux ?** Comme déjà dit, l'enjeu majeur, c'est de renforcer la crédibilité du Burundi dans le concert des nations, par une conduite exemplaire par rapport aux valeurs communes de notre continent dont la gouvernance démocratique, le respect de l'Etat de droit et des droits humains, l'engagement manifeste dans les processus d'intégration régionale et

continentale. Au finish, « *on nous jugera sur nos actes et votre satisfaction sera notre fierté* », comme le disait si bien le héros national de l'indépendance le Prince Louis Rwagasore

**Risques ?** Mutatis mutandis, le comportement du Burundi dans la présidence de l'UA, pourrait comporter un risque d'exposer ses propres faiblesses dans la bonne gestion de la société burundaise, en particulier dans ses déficits de gouvernance politique, économique, sociale et environnementale.

**Opportunités ?** Avec une bonne image et une crédibilité créées dans la perception de nos partenaires au sein de notre région, notre continent et le reste du monde, cela peut générer des retours positifs, en termes de partenariat/coopération gagnant-gagnant avec les autres, d'investissements directs étrangers, de solidarité des autres dans nos efforts de développement national. Cela ouvrirait aussi la voie à nos jeunes talents dans tous les domaines de prospérer à travers la région et le monde. Il faudrait en fin de compte que, lorsqu'un Burundais se présente dans une audience en dehors du pays, on puisse dire: nous connaissons ton pays pour son exemplarité dans tel ou tel domaine de l'activité humaine et de la vie de nos sociétés. Cette image, positive ou négative, va toujours nous poursuivre, selon le comportement et l'interaction de notre pays avec les autres.

## Conclusion

---

La présidence burundaise de l'Union africaine suscite des attentes et des doutes notamment en raison de la faiblesse des moyens disponibles sur le plan socio-économique et de la capacité de Gitega à jouer un rôle de médiation crédible dans les crises régionales.

D'une part, l'implication de l'armée burundaise dans la crise que traverse la République démocratique du Congo constitue un facteur de fragilisation, en ce qu'elle met à l'épreuve le discours de paix porté par le président Ndayishimiye à l'échelle du continent.

D'autre part, sur le plan interne, Évariste Ndayishimiye fait l'objet de critiques persistantes relatives à une gouvernance marquée par la corruption et les malversations économiques, ainsi qu'à la dégradation continue des libertés publiques et des droits humains, au point d'affaiblir la portée même de la politique d'unité et de réconciliation nationale.

Afin de transformer ce mandat en levier de crédibilité, le Burundi devra capitaliser sur ses atouts, tels que relevés par l'Ambassadeur Jean Mfasoni, en mobilisant des diplomates suffisamment compétents, crédibles sur la scène internationale et expérimentés dans la gestion des grands dossiers de l'Union africaine et, plus largement, des affaires internationales.

Au niveau national, les autorités burundaises devront également consentir un effort, à commencer par le Chef de l'État, en alignant leurs priorités sur les valeurs de gouvernance démocratique, d'État de droit et de respect des droits humains, d'unité et de réconciliation nationale, à défaut, les fragilités internes seraient exposées au grand jour.

C'est à ce prix que l'image du Burundi, à la tête de l'Union Africaine, pourra devenir un véritable moteur de paix et de progrès, attirant des partenariats et des investissements étrangers à l'échelle nationale, régionale et continentale.

---